

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE CATÉGORIE A, DES
ÉQUIPEMENTS DE DÉSENFUMAGE MECANIQUE ET DES PORTES COUPE-FEU
DE L'UIOSS DE LA HAUTE-GARONNE**

MARCHÉ N°UI2024014

Organisme :

Union Immobilière des Organismes de la Sécurité Sociale
41 rue de l'Étoile
31093 TOULOUSE Cedex 9
N° SIRET : 776 906 711 00036

**Marché Public à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, L2125-1, R2123-1 et suivants
du Code de la Commande Publique**

Sommaire

I.	OBJET	4
I.1	Objet du marché.....	4
I.2	Inventaire des installations objet du marché.....	4
I.3	Engagements de l'UIOSS	7
I.4	Engagements du titulaire	7
II.	REGLES DE L'ART ET REGLEMENTATION	7
III.	PART FORFAITAIRE DU MARCHÉ : MAINTENANCE PREVENTIVE DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) ET DE SES ASSERVISSEMENTS (SMSI).....	9
III.1	État des lieux contradictoire des installations.....	9
III.2	Descriptions des prestations de maintenance préventive.....	9
III.2.1	Vérifications générales et vérifications d'aspect.....	10
III.2.2	Opérations effectuées sur les zones de détection	10
III.2.3	Equipements et points de contrôle du système de détection incendie	10
III.2.4	Unités de gestion d'alarme	11
III.2.5	Centrales de mise en sécurité incendie (CMSI).....	11
III.2.6	Maintenance préventive du désenfumage mécanique (SMSI)	13
III.2.7	Maintenance préventive des portes coupe-feu (SMSI).....	13
III.3	Modalités d'exécution de la maintenance préventive.....	14
III.3.1	Planification annuelle des visites de maintenance préventive	14
III.3.2	Nuisances sonores	15
III.4	Assistance à Maître d'Ouvrage.....	15
III.4.1	Assistance à Commission de sécurité.....	15
III.4.2	Assistance à Bureau de Contrôle.....	15
III.4.3	Rôle de conseil.....	15
IV.	PART A BONS DE COMMANDE DU MARCHÉ : MAINTENANCE CORRECTIVE DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) ET DE SES ASSERVISSEMENTS (SMSI)	16
IV.1	Description des prestations de maintenance corrective	16
IV.2	Modalités d'exécution.....	16
IV.2.1	Intervention corrective pour diagnostic et réparation	16
IV.2.2	Intervention corrective pour levées de réserves	17
IV.2.3	Délais d'intervention	17
IV.2.4	Pièces de rechange.....	18
IV.2.5	Modalités d'appel et d'assistance	18
V.	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	18
V.1	Production de documents écrits	19
V.1.1	Rapports d'intervention	19
V.1.2	Registre de sécurité	19
V.1.3	Rapport annuel d'activité	20
V.2	Sécurité et Accès aux locaux	20
V.3	Modalités générales d'interventions.....	20
V.4	Qualification du personnel	20
V.5	Assistance Constructeur	21
V.6	Arrêt des équipements.....	21
V.7	Contrôles de l'exécution des prestations.....	21

V.8	Fin de contrat	21
V.9	Modification des installations	22
VI.	ANNEXES.....	22

I. OBJET

I.1 *Objet du marché*

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive (part forfaitaire) et corrective (part à bons de commande) des systèmes de sécurité incendie de catégorie A, des équipements de désenfumage mécanique et des portes coupe-feu du siège de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne (UIOSS 31).

Il s'agit de garantir le bon fonctionnement des matériels pour le site de l'Union Immobilière des Organismes de la Sécurité Sociale, composés de plusieurs établissements :

- IGH W1,
- 2 ERP de 5^e catégorie type W,
- Bâtiment ERT (code du travail),
- Parc de stationnement de 500 places.

Les prestations seront réalisées selon les prescriptions techniques du présent CCTP, de celles des fabricants et selon les règles de l'art. D'une manière générale le titulaire est responsable de l'entretien et contrôle périodique des installations fixes, du diagnostic précis en cas de panne, du dépannage et de la réparation de ces installations. Il mettra en œuvre les prestations indispensables pour l'exécution de sa mission.

I.2 *Inventaire des installations objet du marché*

Caractéristiques des SSI implantés dans le poste de sécurité incendie de l'UIOSS :

SSI ESSER IGH / ESSER bâtiment CENTRAL-CAF

- 1 logiciel de supervision WINMAG+
- 2 interfaces série ESSERNET,
- 5 micromodules ESSERNET,
- 1 IGISLOOP (réseau CMSI)
- 1 unité centrale,
- 1 AES 230 C85,
- 2 centrales ECS IQ8 control M,
- 1 carte extension cap
- 3 micromodules,
- 2 micromodules réseau ESSERNET 62.5 KBd,
- 4 micromodules ESSERBUS 127 points,
- 1 micromodule ESSER RS 3000 RS 332,
- 2 CMSI 8000,
- 4 racks extension 3Upour CMSI 8000 en rack,
- 2 platines support 6U pour CMSI 8000,
- 1 rack d'extension 8U pour CMSI 8000,
- 2 cartes bus CMSI 8000,

- 14 modules M4US,
- 2 modules obturateurs MOBT,
- 2 IGISLOOP controller,
- 210 détecteurs optiques OT BLUE ESSER,
- 210 socles avec isolation,
- 6 déclencheurs manuels rouges avec ICC et IA,
- 75 indicateurs d'action IA200,
- 51 modules déportés MD4L,
- 93 diffuseurs sonores FAVERT BC 24/48, 93 feux flashs FL 200,
- 14 non-stop ascenseur,
- 2 commandes de issues de secours,
- 1 commande moteur insufflation,
- 2 commandes moteur extraction,
- 2 commandes clapet coupe-feu,
- 99 commandes de trappes de désenfumage,
- 32 commandes de portes coupe-feu,
- 1 centrale ECS IQ8 control M,
- 1 carte extension cap3 micromodules,
- 1 micromodule ESSERBUS 127 points,
- 1 micromodule ESSER RS 3000 RS 332,
- 1 CMSI 8000,
- 2 racks extension 3Upour CMSI 8000 en rack,
- 1 platine support 6U pour CMSI 8000,
- 1 carte bus CMSI 8000,
- 2 modules M4US,
- 5 modules obturateurs MOBT,
- 452 détecteurs optiques OT BLUE ESSER,
- 452 socles avec isolation,
- 12 détecteurs O2T/FSP ESSER,
- 56 déclencheurs manuels rouges avec ICC et IA,
- 64 indicateurs d'action IA200,
- 13 modules déportés MD4L,
- 86 diffuseurs sonores FAVERT BC 24/48,
- 86 feux flashs FL 200,
- 3 commandes de issues de secours,
- 7 commandes clapet coupe-feu,
- 8 commandes ouvrant en façade cafétéria,
- 1 commande guillotine restaurant,
- 19 commandes de portes coupe-feu.

SSI DEF Parking

- 1 tableau d'alarme ALTAIR,
- 83 détecteurs optiques VOA,

- 2 détecteurs VTVA,
- 23 déclencheurs manuels,
- 3 coffrets EOLE 2A,
- 7 coffrets EOLE 3A,
- 2 coffrets EOLE 4A,
- 35 réseaux de détection multi ponctuelle,
- 1CMSI Antares IV,
- 11 Modules déportés,
- 10 commandes porte coupe-feu,
- 1 commande pour clapet coupe-feu,
- 9 commandes pour moteurs de désenfumage,
- 1 commande évacuation,
- 2AES.

Caractéristiques des portes coupe-feu par bâtiment de l'UIOSS :

Immeuble grande hauteur :

- Dispositifs d'intercommunication (SAS) : 48 portes
- Recoupement : 6 portes
- Compartiment : 26 portes

Bâtiment central :

- Recoupement : 24 portes
- Compartiment : 6 portes

Bâtiment CAF :

- Recoupement : 9 portes

Parking :

- Compartiment : 10 portes

Caractéristiques des équipements de désenfumages mécaniques :

Immeuble grande hauteur :

- Volet ou trappe d'insufflation d'air neuf désenfumage : 64
- Volet ou trappe d'extraction désenfumage : 53
- Grille d'extraction désenfumage plafonnière : 53
- Extracteur ou insufflateur désenfumage : 21

RDC IGH : ERP accueil CPAM 31 : extracteur de désenfumage : 1

Parking s/sol : extracteur de désenfumage : 6

I.3 Engagements de l'UIOSS

L'UIOSS s'engage, pendant toute la durée du marché :

- A garantir au titulaire le libre accès des appareils, équipements annexes, et installations,
- A assurer la fourniture de l'énergie nécessaire à l'alimentation des appareils et équipements, conforme aux spécifications particulières des installations,
- A donner au titulaire tous les renseignements, documents mis à jour et à la disposition de l'établissement concernant ses installations des systèmes de sécurité incendie.

I.4 Engagements du titulaire

Dans le cadre du présent contrat, le titulaire garantit à l'UIOSS:

- La satisfaction des occupants des sites par la qualité et la continuité de service,
- Le respect des conditions de fonctionnement des installations (selon les spécifications techniques des constructeurs),
- Les conditions de travail en milieu occupé,
- Les performances optimales de fonctionnement des installations,
- La fiabilité et la pérennité des installations,
- Le maintien des installations en conformité avec les réglementations et les règles de l'art,
- La recherche permanente de l'amélioration des résultats au moindre coût,
- La propreté des locaux (après intervention) où sont situées les installations,
- L'assistance et le conseil technique au responsable sécurité de l'UIOSS,
- D'assurer les prescriptions et les modalités d'intervention décrites dans le présent document,
- L'application des préconisations constructeurs.

Le titulaire du marché est seul responsable des dommages issus de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait directement ou indirectement causer à son personnel ou à des tiers, à ses biens, ou aux biens appartenant à l'UIOSS ou à des tiers. En cas de faute imputable au titulaire, l'UIOSS sera en droit d'obtenir du titulaire la réparation dudit préjudice.

Si la responsabilité du titulaire est engagée lors d'une intervention ou d'un manquement sur les installations de l'UIOSS, l'indemnisation des dommages matériels directs ou indirects causés aux équipements de l'UIOSS, ainsi que le manque d'exploitation qui pourrait résulter de ces événements seront facturés.

Il est précisé que tout délai maximal d'exécution et toute prescription faite au Titulaire, mentionnés au présent CCTP ou toute pièce contractuelle du marché, a un caractère impératif. Ainsi, tout retard d'exécution et tout manquement du Titulaire à l'une de ses obligations contractuelles sont susceptibles de déclencher l'application de pénalités prévues à cet effet et décrites à l'article XI du CCAP.

II. REGLES DE L'ART ET REGLEMENTATION

Conformément à la législation applicable, le titulaire réalise l'ensemble de sa mission conformément aux règles de l'art et maintient les équipements et installations en parfait état de fonctionnement.

Les dispositions techniques générales qui doivent être appliquées par le titulaire pour l'exécution des prestations devront se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur.

La liste énumérative ci-dessous de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés.

L'exécution des prestations est soumise aux normes et règlements suivants (liste non limitative) :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur (IGH) et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, notamment son article GH5 ;
- Réglementation applicable aux ERP CAF et CPAM relevant du type W classé en 5^e catégorie ;
- Au Code du travail notamment sur les conformités aux règles d'hygiène et sécurité, aux règles de coordination générale et de mesures de prévention contre les risques d'accidents ;
- La norme NFS61 933 relative aux règles d'exploitation et de maintenance ;
- Les normes françaises en vigueur régies par l'AFNOR relative aux règles du système de sécurité incendie ;
- Aux règles ASPAD R7 : le titulaire doit être certifié par le CNPP selon les règles I7F7 ;
- Aux règles APSAD R16 : Dispositif de compartimentage ;
- Instruction technique en vigueur relative au désenfumage dans les immeubles de grande hauteur.

III. PART FORFAITAIRE DU MARCHE : MAINTENANCE PREVENTIVE DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) ET DE SES ASSERVISSEMENTS (SMSI)

III.1 État des lieux contradictoire des installations

Dans un **délai contractuel maximal de 10 jours ouvrés** suivant la notification du marché, le Titulaire propose à l'UIOSS une date d'état des lieux contradictoire des installations objets du présent marché. La visite et la remise du rapport à l'UIOSS doivent être réalisés dans un **délai contractuel maximal d'1 mois** suivant la date de notification du marché.

Le Titulaire prend en compte le courrier du fabricant ESSER by Honeywell : détecteurs automatiques à technologie optique de septembre 2023 (annexe n°5 au présent CCTP). Les recommandations du constructeur indiquent qu'une fragilité des détecteurs supérieurs à 14 ans doivent être remplacés dans le but d'obtenir une fonctionnalité certaine).

III.2 Descriptions des prestations de maintenance préventive

Les prestations et opérations de maintenance préventive du système de sécurité incendie doivent permettre de garantir une installation en parfait état de veille et de fonctionnement.

Le titulaire doit obligatoirement effectuer les visites périodiques de maintenance préventive dans le cadre de ses obligations contractuelles. Le contenu des vérifications devra être en tout point conforme à la réglementation en vigueur. Ces visites de maintenance préventive périodiques comprendront la vérification et l'entretien des SSI/CMSI avec tous leurs asservissements compris SMSI.

L'exécution des prestations doit prendre en compte une demande globale de sécurité des équipements de secours contre l'incendie sur le site de l'UIOSS, en tenant compte des spécificités et des contraintes de chaque équipement, ainsi que celles imputables au fonctionnement même de du site de l'UIOSS.

Le prestataire titulaire assure l'entretien de l'ensemble des installations SSI mentionnées à l'article I.2 du présent CCTP et en particulier la vérification qui devra permettre de contrôler le bon fonctionnement de tous les éléments constituant le SSI (SDI, CMSI, DAI, DM, DAS), à savoir :

- Détection (déclenchement manuel et déclenchement automatique des capteurs nécessaires à la détection et au repérage de foyer).
- Compartimentage (maintien et fermeture automatique des portes résistantes au feu).
- Non-stop ascenseurs.
- A diffusion des alarmes sonores, gestion des issues de secours, éclairage de secours....
- Déclenchement du désenfumage asservi aux SSI (déclenchement automatique des fenêtres d'évacuation de fumée, des trappes, volets, clapets et moteurs de système de désenfumage).

L'entretien de l'ensemble des systèmes de détection incendie sera réalisé conformément aux préconisations des constructeurs.

Après chaque vérification le technicien devra s'assurer que tous les asservissements sont correctement réarmés, quelle que soit la cause originelle du déclenchement.

La durée maximale d'indisponibilité de toutes ou parties de l'installation pendant l'intervention du prestataire titulaire ne peut dépasser une journée. La mise hors service de tout ou partie de l'installation pour des besoins de maintenance, ne se fera qu'après accord du responsable de la sécurité de l'UIOSS.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe l'UIOSS et définit avec l'organisme les moyens de sécurité à mettre en œuvre pendant cette carence.

Le Titulaire assure, lors de chacune de ses visites de maintenance préventive, les opérations de contrôle décrites dans le présent CCTP et notamment aux articles III.2.1 à III.2.7 ci-dessous.

III.2.1 Vérifications générales et vérifications d'aspect

- Inspection approfondie du tableau de signalisation ;
- Vérification des voyants lumineux ;
- Examen des documents d'exploitation de manière à vérifier l'adéquation du dossier au règlement de sécurité, la conformité de l'installation, les conditions d'exploitation, la bonne tenue des documents ;
- Inspection visuelle de l'état des éléments constitutifs de l'installation.

III.2.2 Opérations effectuées sur les zones de détection

- Vérification de la bonne implantation des éléments de sécurité en fonction des modifications apportées aux locaux.
- Contrôle de la bonne correspondance des zones avec essai de dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un détecteur, un fil et/ ou en enlevant un fusible.
- Contrôle de la valeur ohmique de ligne.

III.2.3 Equipements et points de contrôle du système de détection incendie

- Tableau de signalisation SDI-ECS et CMS :
 - Contrôle des tensions élémentaires et des protections,
 - Contrôle des différents circuits (redresseur, régulation, signalisation, etc.),
 - Contrôle des connexions,
 - Contrôle des fonctions d'exploitation,
 - Vérification repérage et signalétique (plaquettes de référence, vignettes NF, etc.).
- Alimentation de secours et/ou puissance des batteries :
 - Contrôle des charges des batteries, nettoyage des cosses,
 - Mise en fonctionnement de secours (en coupant la source principale),

- Contrôle des tensions et des courants,
 - Remise en fonctionnement marche normale,
 - Contrôle et essai de fonctionnement du chargeur automatique.
- Détecteurs automatiques :
 - Contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme,
 - Essai point à point de chaque détecteur et de la transmission sur les lignes avec un générateur adapté,
 - Essai sur le dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un détecteur, un fil ou en enlevant un fusible,
 - Vérification des intitulés et correspondance des zones.
- Indicateurs d'action :
 - Contrôle de l'état,
 - Essai de fonctionnement point à point de chaque I.A.
- Déclencheurs manuels :
 - Contrôle de l'état,
 - Essai de fonctionnement de chaque D.M. et de la transmission sur les lignes,
 - Essai sur le dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un D.M.

III.2.4 Unités de gestion d'alarme

- Equipements d'alarme :
 - Contrôle de l'état général de l'installation,
 - Essai de chaque boucle en débranchant successivement par boucle un diffuseur sonore,
 - Essai de fonctionnement en général.

III.2.5 Centrales de mise en sécurité incendie (CMSI)

Essais de fonctionnalités des CMSI : ces essais sont effectués dans le cadre d'une autorisation de l'UIOSS qui prendra toute mesure appropriée et utile pour protéger l'exploitation de son site.

- Les fonctions commandées sont les suivantes (le réarmement et la remise en place de chaque dispositif est prévu dans l'essai) :
 - Compartimentage,
 - Portes coupe-feu,
 - Clapets coupe-feu,
 - Évacuation,
 - Non-arrêt ascenseur étage sinistré,
 - Arrêt des installations techniques.
- Opérations sur les dispositifs de commande électromagnétiques des portes coupe-feu :
 - Examen du ou des panneaux,
 - Contrôle de la tension du ou des fermes portes,

- Vérification du câblage et du branchement électrique,
 - Vérification des points de fixation,
 - Vérification des contacts de position (ouverture – fermeture).
- Opérations sur les dispositifs de commandes électro magnétiques des clapets coupe-feu :
 - Examen des clapets,
 - Vérification du câblage et du branchement électrique,
 - Vérification des points de fixation,
 - Vérification des débuts et fin de courses.
- Opérations effectuées sur les équipements de désenfumage mécaniques et matériel associé asservi aux SSI :
 - Examen des vantaux, des trappes, des clapets, des volets tunnel, grilles de transfert,
 - Contrôle des pivots ou charnières,
 - Vérification des ressorts d'ouverture,
 - Contrôle et réglage des contacts début et fin de course,
 - Vérification des commandes manuelles et automatiques,
 - Contrôle et réglage du verrouillage électromagnétique, lubrification des axes de pivotement,
 - Contrôle des fixations de l'ensemble,
 - Essai de fonctionnement,
 - Essai de fonctionnement des moteurs de ventilateurs de désenfumage,
 - Vérification des coffrets de relayage,
 - Mesure de pression, de débit et vitesse d'air
 - Réarmement des installations.
- Dispositifs adaptateurs de commande (DAC) :
 - Contrôle de l'état général de l'équipement,
 - Contrôle commandes de désenfumage, contacts de positions, organes de commandes déportés, interrupteur arrêt ventilation,
 - Contrôle de la bonne transmission des ordres de commande automatique et/ou manuelle,
 - Contrôle de la transmission des différents éléments commandés avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de ligne et des signalisations des ordres donnés au tableau,
 - Essai individuel de toutes les fonctions et de tous les DAC limité toutefois au contrôle visuel, et/ou technique de la bonne arrivée de l'énergie à la télécommande,
 - Réarmement des installations.
- Dispositifs de transmission des alarmes et dérangements.
- Essai des dispositifs de report d'alarme, répétiteur, etc.
- Arrêts techniques :
 - Essai des commandes arrêt ventilation,
 - Essai des non-stop ascenseur,
 - Essai des ouvertures de porte automatique.

III.2.6 Maintenance préventive du désenfumage mécanique (SMSI)

Les opérations de maintenance se feront suivant les normes en vigueur et selon la périodicité requise par les normes en vigueur. Le titulaire devra s'assurer du bon état général de l'installation et effectuer les tests et essais prévus à cet effet.

Afin d'éviter tous dysfonctionnement et que les systèmes soient prêts en cas de besoin, la maintenance préventive joue un rôle crucial :

- S'assurer du bon fonctionnement des appareils.
- Contrôler les débits d'extraction et d'amenées d'air.
- Réaliser les opérations d'entretien préventif préconisées.

La maintenance préventive et les opérations à effectuer sur les équipements de désenfumage mécaniques se porteront sur :

- Vérification du départ de puissance.
- Vérification de l'état de la commande pompier.
- Vérification de l'arrêt pompier.
- Vérification du réarmement.
- Vérification du coffret de relaiage.
- Vérification de l'état des grilles d'extraction et d'amenée d'air.
- Vérification du bon démarrage des moteurs.
- Vérification de la bonne rotation des moteurs.
- Vérification des mesures de débit d'extraction.
- Vérification de l'état de la mise en veille du système.
- Mesure du débit et de la vitesse moyenne de chaque volet selon NFS 61-933.
- Résultat des mesures ainsi que la mention S, NS ou NV, afin d'être annexé au registre de sécurité.
- Rapport de la visite de maintenance.
- Si nécessaire, chiffrage de la maintenance curative à prévoir.

III.2.7 Maintenance préventive des portes coupe-feu (SMSI)

Les opérations de maintenance se feront suivant les normes en vigueur, et selon la périodicité requise par les normes en vigueur. Le titulaire devra s'assurer du bon état général de l'installation et effectuer les tests et essais prévus à cet effet.

La maintenance préventive et les opérations à effectuer se porteront sur les fermetures des portes coupe-feu battantes et coulissantes à un ou deux vantaux.

Les opérations de maintenances préventives comprendront :

- Essai de compartimentage,
- Contrôle visuel de l'état général de la porte,
- Contrôle visuel de l'état général du support,
- Contrôle des dispositifs de signalisation et plaques signalétiques,
- Contrôle de l'anti panique,
- Contrôle de la serrure,
- Contrôle de la crémonne,

- Contrôle de l'état de position de sécurité,
- Contrôle du contact de position avec report au PC sécurité,
- Contrôle des joints d'étanchéités,
- La présence et l'état des joints intumescents,
- L'état des parements des vantaux.
- Lubrification des équipements,
- Lubrification des paumelles,
- Nettoyage et lubrification du rail,
- Nettoyage et lubrification des galets de roulement,
- Réglage de la pente du rail (si nécessaire),
- Remplacement fusible(s) défectueux,
- Réglage du sélecteur de porte, du bloc-porte,
- Contrôle des charnières et réglage du loquet de poignée de porte,
- Vérification de l'état et la présence des détecteurs et déclencheurs ainsi que de leurs liaisons,
- Vérifier l'alimentation de l'organe de commande,
- Mesure des temps de fermeture :
 - <= à 30s pour les portes battantes
 - <= à 30s et amortissement fin de course <= à 5cm pour les portes coulissantes
- Rapport de la visite de maintenance.
- Si nécessaire, chiffrage de la maintenance curative à prévoir.

III.3 Modalités d'exécution de la maintenance préventive

III.3.1 Planification annuelle des visites de maintenance préventive

Maintenance préventive du SSI :

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire assure deux visites annuelles de maintenance préventive des installations de SSI, à raison d'une visite par semestre.

Maintenance préventive du désenfumage mécanique :

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire assure une visite annuelle de maintenance préventive des équipements de désenfumage mécanique.

Maintenance préventive des portes coupe-feu :

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire assure une visite annuelle de maintenance préventive des équipements des portes coupe-feu.

Dispositions communes :

Les visites de maintenance préventive des installations du siège sont effectuées en jour ouvré sur le site de l'UIOSS, entre 8h00 et 18h00. Les dates et heures d'intervention seront retenues en accord avec le responsable de sécurité de l'UIOSS. Un planning annuel de maintenance préventive est élaboré par le Titulaire et soumis à validation de l'UIOSS.

Pour la première année d'exécution du marché, ce planning est transmis dans un **délai contractuel maximal de 10 jours ouvrés** à compter de la notification du marché. Les visites préventives de l'année 2025 s'effectuent au mois de juin pour les équipements de désenfumage mécanique et les portes coupe-feu et aux mois de juin et de décembre pour le SSI.

Pour les autres années d'exécution, le planning annuel de visites est transmis dans un **délai contractuel maximal de 15 jours ouvrés** précédant la date anniversaire de notification du marché.

Tout décalage de planning devra être notifié dans un **délai contractuel minimal de 15 jours ouvrés** précédant la date initialement convenue. Le Titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité complémentaire en cas de non-respect de ces engagements.

Le Titulaire veille au respect impératif des délais réglementaires applicables entre chaque visite de maintenance préventive. Le Titulaire est tenu d'informer immédiatement l'UIOSS de toute évolution de la réglementation applicable, notamment celle relative aux fréquences de visite de maintenance préventive, au titre de son devoir de conseil.

III.3.2 Nuisances sonores

Les opérations génératrices de bruit comme les essais des signaux sonores sont réalisées suivant un horaire obligatoirement défini et anticipé en accord avec le responsable de la sécurité de l'UIOSS. Quel que soit l'horaire retenu, ces dispositions n'ouvriront pas droit à indemnité particulière.

III.4 Assistance à Maître d'Ouvrage

Au titre de la part forfaitaire du marché, le titulaire est tenu à une obligation d'assistance pour l'UIOSS. A ce titre, il pourra être demandé, sous réserve d'une information d'au moins 15 jours calendaires préalables, les prestations listées ci-dessous aux articles III.4.1 à III.4.3 :

III.4.1 Assistance à Commission de sécurité.

Le Titulaire est tenu d'être présent aux fins d'assistance au service technique de l'UIOSS, pour la réalisation des essais lors du passage de la commission de sécurité. Le Titulaire pourra être amené à répondre aux sollicitations de la commission.

III.4.2 Assistance à Bureau de Contrôle.

La vérification triennale des installations et des équipements du système de sécurité incendie, sera réalisée par un bureau de contrôle. Cette vérification sera faite lors de la préventive. A ce titre, le titulaire devra intégrer dans son planning d'intervention un délai d'assistance au contrôleur technique. Toute modification de date d'intervention, relevant du titulaire entraînera une mise à disposition dédiée au bureau de contrôle sans que le titulaire du marché puisse prévaloir d'une indemnité complémentaire.

III.4.3 Rôle de conseil

Le titulaire du présent marché doit assurer un rôle de conseil auprès du responsable de la sécurité de l'UIOSS. À ce titre au cours du marché, le titulaire pourra proposer des améliorations techniques des installations. Elles doivent permettre soit de rationaliser les installations, soit d'en faciliter l'entretien.

IV. PART A BONS DE COMMANDE DU MARCHE : MAINTENANCE CORRECTIVE DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) ET DE SES ASSERVISSEMENTS (SMSI)

IV.1 Description des prestations de maintenance corrective

Ces prestations concernent les interventions ayant pour objet la remise en état de fonctionnement les installations et équipements identifiés à l'article I.2 du présent CCTP à la suite d'une défaillance totale ou partielle. Le Titulaire assure ainsi la remise en état définitive afin que les équipements ou installations concernés puissent accomplir leur fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Egalement, le Titulaire assure toute levée de réserve émise suite aux tests et essais effectués lors de :

- La visite de la commission de sécurité ;
- La visite triennale effectuée par l'organisme de contrôle.

IV.2 Modalités d'exécution

IV.2.1 Intervention corrective pour diagnostic et réparation

Lorsque l'UIOSS n'est pas en mesure d'identifier la nature d'une panne ou d'un dysfonctionnement d'équipement, Le Titulaire est sollicité par l'UIOSS pour une pose de diagnostic préalable à toute intervention de réparation. La demande se fait par appel téléphonique au service d'astreinte du Titulaire. Cette demande est systématiquement suivie de l'envoi par mail au Titulaire d'un bon de commande établi sur la base du prix forfaitaire d'une intervention pour diagnostic de panne (incluant déplacement et main d'œuvre) renseigné par le Titulaire au sein de l'annexe financière.

A l'issue de son diagnostic et avant quitter le site, le Titulaire informe immédiatement un représentant de l'UIOSS sur la nature de la panne, le type de réparation à effectuer (temporaire ou définitive) et le matériel lui étant nécessaire.

En cas de possibilité de réparation définitive suite au diagnostic :

L'UIOSS procède à l'émission d'un bon de commande afin de faire exécuter par le Titulaire la prestation de réparation définitive. Le bon de commande est établi sur la base des prix unitaires de matériel incluant leur fourniture, leur pose, les déplacements et la main d'œuvre, renseignés par le Titulaire au sein de l'annexe financière.

En cas de nécessité de réparation temporaire préalable à une réparation définitive :

L'UIOSS procède à l'émission d'un bon de commande afin de faire exécuter par le Titulaire les prestations de réparation temporaire et définitive. Le bon de commande est établi sur la base des prix unitaires de matériel incluant leur fourniture, leur pose, les déplacements et la main d'œuvre, renseignés par le Titulaire au sein de l'annexe financière. Ainsi, ces deux prestations (réparation temporaire et réparation définitive) sont commandées par le même bon de commande.

IV.2.2 Intervention corrective pour levées de réserves

Au titre de la maintenance corrective, le Titulaire s'engage à lever toute irrégularité ou dysfonctionnement susceptibles de nuire à la sécurité des occupants, compris les petites modifications ou réparations pour remédier aux dysfonctionnements constatés, au cours des tests et des essais, lors :

- De la visite de la commission de sécurité ;
- De la visite triennale effectuée par l'organisme de contrôle.

L'UIOSS procède à l'émission d'un bon de commande établi sur la base des prix unitaires de matériel incluant leur fourniture, leur pose, les déplacements et la main d'œuvre, renseignés par le Titulaire au sein de l'annexe financière.

IV.2.3 Délais d'intervention

Pour les opérations de maintenance corrective, le Titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir, de réparer et de redémarrer les installations techniques du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00. Il intervient également les week-ends et jours fériés en cas de survenance d'une panne lors d'un jour non ouvré.

Les dépannages des systèmes de sécurité incendie protégeant les autres secteurs pouvant être mis hors service sans que cela nuise au bon fonctionnement du reste de l'installation, tels que : Détecteurs, bris de glace, etc., seront effectués les jours ouvrés de 8h00 à 19h00.

Le Titulaire exécute la prestation de maintenance corrective commandée **selon les délais contractuels maximums** indiqués dans le tableau suivant :

Objet de l'intervention	Délai maximum d'intervention	Déclenchement du délai
Pose de diagnostic	2 heures	A compter de la demande téléphonique
Réparation temporaire ou définitive	4 heures	A compter de la transmission du bon de commande
Réparation définitive dans le cas d'une réparation temporaire préalable	Selon le délai proposé par le Titulaire dans son CMJO (maximum 4 jours ouvrés)	A compter de la réalisation de la réparation temporaire
Intervention corrective pour levée de réserves	Selon le délai proposé par le Titulaire dans son CMJO (maximum 7 jours ouvrés)	A compter de la transmission du bon de commande

Le délai maximum d'intervention pour la pose du diagnostic correspond à la durée entre l'heure de l'appel téléphonique (confirmé par mail au service astreinte du Titulaire) et l'arrivée sur site du technicien, afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent. Il appartient au candidat de proposer un délai plus court à l'UIOSS si cette prestation d'urgence peut être raccourcie.

Le délai de réparation temporaire ou définitive de 4 heures correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation, à compter de la transmission du bon de commande.

Le délai de réparation définitive dans le cas d'une réparation temporaire préalable de 4 jours correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation à compter de la réalisation remise en service provisoire.

IV.2.4 Pièces de rechange

Il appartient également au Titulaire d'évaluer, de constituer et tenir un stock de pièces de rechange, afin de répondre aux exigences liées à la sécurité et aux délais précisés dans le présent CCTP et de garantir le remplacement de matériel définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes. Ces pièces détachées de rechange sont conformes aux pièces d'origine ou équivalentes aux pièces d'origine en respectant les règles d'associativité prévues par les fabricants.

A chaque remplacement de matériel par le titulaire, tout matériel ne fonctionnant plus et tous les déchets devront être enlevés du site par le titulaire. Aucun stockage sur le site l'UIOSS de la Haute-Garonne ne sera accepté.

IV.2.5 Modalités d'appel et d'assistance

En cas de panne constatée, l'UIOSS sollicite l'intervention du Titulaire par le biais d'un appel à son astreinte téléphonique, devant être joignable 24h/24 et 7j/7, au coût d'une communication locale et comportant une antenne technique située dans une ville périphérique au site de l'UIOSS. Toute sollicitation téléphonique d'intervention de maintenance corrective est suivie de l'envoi d'un mail.

Tout appel téléphonique pour intervention, sera notifié par e-mail au Titulaire, pour permettre la traçabilité. Cette disposition permettra de faire office de constat de l'indisponibilité des installations en cas de dépassement du délai maximal de remise en service. Pour cela le Titulaire devra transmettre l'adresse mail.

V. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Le titulaire est réputé avoir visité les différents bâtiments qui composent le siège de l'UIOSS 31, disposant de 3 centrales incendie de catégorie A de modèle ESSER et DEF, des équipements de compartimentages et de désenfumages mécaniques.

L'attestation dressée lors de la visite obligatoire vaut prise de connaissance de l'état des lieux. Cette reconnaissance lui permet de constater et comprendre explicitement et implicitement les sites et équipements rentrants dans le cadre de la réalisation de son marché, avec une vision notamment sur :

- L'état général des lieux et le détail quantitatif des équipements existants ;
- La nature des matériels et équipements constituant les existants, leur degré de conservation et leurs technologies ;
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être vérifiés et entretenus, afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou le cas échéant par des produits analogues, similaires, homologués, et conforme à la réglementation.

Le titulaire est donc réputé avoir pris connaissance de toutes les conditions ayant une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité, le niveau de prestation et le coût des ouvrages à entretenir. Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées. Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution et de l'état des installations et renonce à faire état ultérieurement de difficultés provenant de l'état ou de l'exécution de ces installations.

Les périodes de congés annuels du titulaire ne donnent droit à aucune diminution ou restriction des fréquences, prestations et temps à passer prévu au marché.

V.1 Production de documents écrits

V.1.1 Rapports d'intervention

A l'issue de chaque intervention, de maintenance préventive ou corrective, le Titulaire doit consigner en termes clairs et précis le détail de l'intervention dans un rapport transmis au responsable de la sécurité de l'UIOSS, selon le délai contractuel maximum que le Titulaire a renseigné dans son CMJO (**et au maximum sous 7 jours ouvrés**). Le rapport établi par le titulaire comprend au minimum les renseignements suivants :

- Date et heure de début et de fin d'intervention
- Nom du technicien
- Diagnostic de la panne
- Nature des travaux effectués
- Pièces remplacées
- Toutes les observations jugées utiles

V.1.2 Registre de sécurité

Le Titulaire du marché devra renseigner le registre de sécurité de l'établissement à l'issue de chacune de ses interventions. Il doit y consigner toutes ses interventions et essais.

V.1.3 Rapport annuel d'activité

Chaque année d'exécution du marché, et **au plus tard 1 mois** précédant la date anniversaire du marché, le Titulaire établit et transmet un rapport annuel d'activité à l'UIOSS. Ce rapport retrace à minima les éléments suivants :

- Les travaux d'entretien et de dépannage réalisés ;
- L'historique des incidents et pannes comprenant :
 - o Nombre d'interventions ;
 - o analyse des causes ;
 - o préconisations pour éviter que ce type d'incident ne se renouvelle ;
- L'évolution des indicateurs de maintenance ;
- La prévision des travaux à réaliser pour l'année suivante.

V.2 Sécurité et Accès aux locaux

Les intervenants du titulaire doivent pouvoir être identifiés à l'aide de badge au nom de la société ou d'un vêtement de travail marqué du logo de la société. En cas de personnel sous-traitant ou présence du constructeur, l'identification devra être possible selon les mêmes modalités.

Le titulaire du marché aura accès au stationnement, le véhicule doit être identifié au nom de la société.

Dès notification, le titulaire transmet la liste du personnel désigné pour intervenir sur le site. Toute modification de cette liste doit être signalée au responsable de la sécurité de l'UIOSS.

V.3 Modalités générales d'interventions

- Toute intervention (préventive ou corrective) devra être annoncée au responsable de la sécurité de l'UIOSS. A l'issue de l'intervention, le titulaire aura pris soins d'émarger dans le registre de sécurité et transmis un rapport d'intervention.
- Préalablement à toute intervention nécessitant des opérations de soudage, de découpage de métaux, et de toutes les opérations génératrices de chaleur, d'étincelles ou de flamme nue, un permis feu devra être signé par l'intervenant.
- L'intervenant devra impérativement verrouiller toutes les portes qu'il aura déverrouillées. Pendant son intervention, il devra s'organiser pour les maintenir fermées. D'autre part, les dispositions générales du plan VIGIPRATE en cours d'exécution des prestations devront être respectées par les intervenants.

V.4 Qualification du personnel

Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel qualifié et de compétences parfaitement adaptées aux matériels et systèmes de plusieurs fabricants et constructeurs constituant les installations du présent marché.

Il est ajouté que les opérations de maintenance corrective qui devront faire intervenir un personnel habilité pour des niveaux d'accès élevés ou réservés au constructeur, le titulaire devra également

répondre aux aspects réglementaires régie par l'AFNOR, et notamment les normes NFS 61 933 à 61 940.

Le Titulaire indique, pour chacun de ses techniciens intervenants, le niveau de qualification d'habilitation et de certification par type d'installation.

Il pourvoit dans les meilleurs délais, au maximum 60 minutes à compter de l'absence du technicien à l'heure du rendez-vous fixé, tout remplacement de personnel défaillant par un personnel de qualification équivalente ou supérieure.

V.5 Assistance Constructeur

Le titulaire s'engage à garantir le fonctionnement et l'accès à l'ensemble des niveaux d'accès réservé constructeur des centrales SSI (SDI + SMSI). Pour cela, il devra être joint par type de matériel installé, les niveaux de sollicitation de chaque constructeur.

V.6 Arrêt des équipements

Le titulaire est tenu d'assurer une bonne information auprès du responsable de la sécurité de l'UIOSS sur son travail, et sur l'évolution du niveau d'entretien et de maintenance des installations.

Dans le cas où le technicien devra laisser un équipement arrêté au terme de son intervention, le responsable de la sécurité de l'UIOSS devra être immédiatement informé. Le titulaire devra également justifier, par écrit (email), dans les 2 heures qui suivent du motif de l'arrêt et de la date prévisionnelle de remise en service. Il devra être proposé à la l'UIOSS des mesures compensatoires nécessaires permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

V.7 Contrôles de l'exécution des prestations

L'UIOSS se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un bureau de contrôle tiers, les contrôles réglementaires ainsi que tout contrôle supplémentaire qu'il jugerait nécessaire, concernant notamment l'aspect qualitatif et ou quantitatif de la prestation exécutée.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications. Son absence est sanctionnée selon les modalités prévues au CCAP.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'a pas/ou mal été effectué, conformément aux prescriptions du présent marché, ces manquements entraîneraient l'application des pénalités prévue à cet effet à l'article XI.2 du CCAP, les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle, seront dans ce cas à la charge du titulaire du marché.

V.8 Fin de contrat

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Le titulaire s'engage à restituer dans un **délai contractuel maximal de 10 jours calendaires** précédant la date de fin de marché, toutes les documentations nécessaires à la maintenance complète des installations, y compris les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution.

V.9 Modification des installations

Lors de la maintenance préventive et curative, le titulaire ne peut, de son propre chef, apporter aucun changement aux installations existantes, il doit soumettre à l'agrément du responsable de la sécurité de l'UIOSS, chaque modification des installations. Faute de s'être conformée à cette clause, le titulaire pourra être tenu, sur l'ordre de l'UIOSS, de faire immédiatement remplacer ou de reconstruire, à ses frais, les installations modifiées.

De plus, il ne peut pas faire état du refus des modifications proposées pour justifier d'un quelconque retard dans sa maintenance ou dans ces dépannages.

VI. ANNEXES

Sont annexées au présent CCTP :

- Annexe n°1 : Synoptique du bâtiment central & CAF (SSI)
- Annexe n°2 : Synoptique du bâtiment IGH (SSI)
- Annexe n°3 : Synoptique du parking (SSI)
- Annexe n°4 : Synoptique désenfumage mécanique IGH
- Annexe n°5 : Le courrier constructeur « *ESSER by Honeywell : détecteurs automatiques à technologie optique* » du 14 septembre 2023